

**Jean-Paul LECOQ**

*Député de Seine-Maritime*

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

[Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr](mailto:Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr)

**M. Edouard PHILIPPE**

**Premier Ministre**

**Hôtel Matignon**

**57 rue de Varenne**

**75007 PARIS**

Le Havre, le 19 octobre 2017

**Objet : Nationalisation du groupe Lafarge**

Monsieur le Premier Ministre,

Comme vous le savez, des éléments accablants mettent en lumière les relations entre le groupe industriel Lafarge et l'organisation terroriste DAESH.

Le 9 juin dernier, une information judiciaire pour « financement d'entreprise terroriste » et « mise en danger de la vie d'autrui » a été ouverte à l'encontre du groupe Lafarge. Trois juges d'instruction désignés doivent désormais déterminer les liens entretenus par ce cimentier avec les organisations terroristes en Syrie, pour notamment pouvoir maintenir l'activité de la cimenterie de Jalabiya, dans le nord du pays, malgré la guerre civile.

Dans un communiqué fin mars 2017, le groupe a d'ailleurs reconnu avoir financé « indirectement » des groupes armés syriens pour conserver son activité dans le pays, en 2013 et 2014. Il aurait remis des fonds afin de préserver ses activités, en dépit des sanctions qui visaient ces groupes terroristes.

Par ailleurs, plusieurs dirigeants auraient reconnu que des versements auraient été effectués, jusqu'à 100.000 dollars par mois.

Rappelons par ailleurs que ce groupe industriel a bénéficié, sur la même période, de fonds publics en France, notamment dans le cadre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, qui ont concouru à son financement et donc à ses capacités de dépenses.

Connaissant le poids économique de ce groupe, notamment en terme d'emplois dans notre pays, et ce malgré l'application d'un plan social récent qui, visiblement n'était aucunement motivé par de prétendues difficultés financières ou industrielles comme je l'ai plusieurs fois démontré, je suis inquiet quant à son avenir.

../..

Car, en application de la loi, il risque dans le cadre d'éventuelles poursuites qui semblent aujourd'hui fort probables :

- L'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus.
- L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de procéder à une offre au public de titres financiers ou de faire admettre ses titres financiers aux négociations sur un marché réglementé.
- L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus de percevoir toute aide publique attribuée par l'Etat, les collectivités territoriales, leurs établissements ou leurs groupements ainsi que toute aide financière versée par une personne privée chargée d'une mission de service public.
- La dissolution de la personne morale (article 13-39 du code pénal).

En tout état de cause, l'image de ce groupe industriel est désormais largement entachée.

Aussi, je vous demande d'envisager la nationalisation de ce groupe pour préserver l'outil industriel et ses emplois en France, ce qui ne dispenserait en rien les responsables de ces délits de répondre pénalement de leurs actes.

Cette nationalisation permettrait également de mettre un terme aux graves dérives constatées en matière de stratégie industrielle de ce groupe qui, pour répondre à des logiques de marges toujours plus fortes exigées par ses actionnaires, organise malgré son excellente santé financière et sa position dominante de numéro un mondial du ciment, des délocalisations de productions, des fermetures de sites industriels et des licenciements qui nuisent aux intérêts de notre pays.

Enfin, en terme d'exemple, puisque cette notion tient particulièrement à cœur au Président de la République et à votre gouvernement, cette nationalisation constituerait un signal fort délivré à ceux qui, au sein des « premiers de cordées », confondent la cupidité économique et financière avec l'intérêt général.

Comme vous le savez, il existe de nombreux précédents dans notre histoire, notamment celui de la Régie Renault après guerre qui, grâce à la nationalisation, ont permis de sauvegarder les outils industriels pourtant mis au service de l'occupant, tout en punissant les responsables qui se sont rendus coupables de collaboration avec l'ennemi.

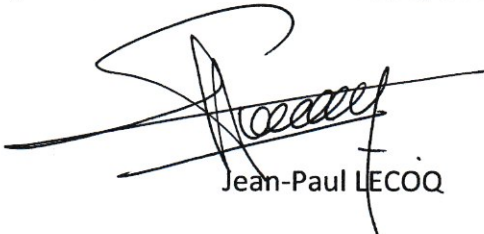
« La France est en guerre contre DAESH » comme n'ont cessé de le proclamer présidents et premiers ministres successifs depuis des années, ceux qui ont soutenu le terrorisme doivent par conséquent être traités comme tels, qu'ils soient Djihadistes ou pourvoyeurs de fonds, sans pour autant entraîner dans leur chute tous les salariés qui n'ont en rien à payer l'addition des fautes de leurs dirigeants.

../..

Considérant enfin que votre gouvernement n'a pas hésité à nationaliser les chantiers navals STX pour préserver les intérêts industriels nationaux, je constate avec satisfaction que vous n'entretenez visiblement aucun dogme qui vous empêcherait de recourir à ce type de mesure.

Persuadé de pouvoir compter sur votre écoute,

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de mes respectueuses salutations.



Jean-Paul LECOQ

Contacts utiles :

- [jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr](mailto:jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr)  
Permanence parlementaire : 12 rue Michel Gautier 76600 Le Havre  
Ligne téléphonique provisoire : 02.35.25.48.05
- Assistant parlementaire en circonscription : Sébastien GIARD  
[sebastien.giard@clb-an.fr](mailto:sebastien.giard@clb-an.fr)  
Téléphone : 06.81.33.71.81